



Après l'échec de leur avion commun, Paris et Berlin veulent « une nouvelle dynamique » sur la défense



Afficher les convergences, comme sur la dissuasion nucléaire, plutôt que les divergences après l'échec du projet d'avion commun: vendredi, [Friedrich Merz](#) et Emmanuel Macron veulent relancer l'axe franco-allemand sur la défense, en plein réarmement européen.

A moins d'un an de son départ de l'Elysée, après une présidentielle pour laquelle Marine Le Pen fait pour l'heure figure de favorite, il est urgent pour Emmanuel Macron de faire progresser les dossiers de défense avec le meilleur allié de Paris.

Car la perspective d'une victoire de l'extrême droite française est un facteur d'incertitude supplémentaire pour des Etats européens, déjà sous forte pression avec la menace russe et le désengagement voulu par Donald Trump, qui leur demande d'en faire plus sur les dépenses militaires.

Sur la base aérienne de Nörvenich, près de Cologne (ouest), [Friedrich Merz](#) et Emmanuel Macron, qui se sont retrouvés jeudi soir dans un château de la région, veulent donc « redonner une nouvelle dynamique » à l'axe franco-allemand, a admis M. Macron un mois après l'enterrement du projet du Système de combat aérien du futur (Scaf), sur fond de rivalités industrielles entre l'Européen Airbus et le Français Dassault.

Sur cette base de l'armée de l'air allemande, ils tiennent vendredi matin un conseil franco-allemand de défense et de sécurité (CFADS), qui précède l'annuel conseil des ministres franco-allemand (CMFA), toujours dans la vallée du Rhin, aux thématiques plus larges.

- Super Puma, Rafale, Eurofighter -

Pour faire oublier le Scaf, la nouvelle vitrine s'appelle la dissuasion nucléaire dite « avancée », à laquelle Emmanuel Macron a proposé d'associer huit pays européens, dont l'Allemagne, pan du « réveil stratégique européen » qu'il appelle de ses vœux.



Les réunions de vendredi doivent être l'occasion d'amorcer un « groupe de pilotage » franco-allemand. La France, seule puissance nucléaire de l'UE, doit toutefois rester maîtresse de la décision ultime d'engagement du feu nucléaire.

Pour illustrer ce rapprochement, les deux chefs sont arrivés ensemble à Nörvenich à bord d'un Super Puma, hélicoptère de transport symbole d'une coopération franco-allemande réussie en matière d'industrie de défense.

Et se sont affichés devant un avion de combat français Rafale à capacité nucléaire, ainsi qu'un Eurofighter, avion de combat européen dont l'Allemagne est un acteur central.

Mais les alliés voient la dissuasion « avancée » bien au-delà du nucléaire avec les autres dossiers de sécurité européens qui doivent être évoqués vendredi: les frappes à longue portée (projet Elsa), l'alerte avancée (Jewel) mais aussi la connectivité par satellite (Iris³).

La défense antiaérienne était jusqu'ici une pierre d'achoppement, l'Allemagne militant pour son initiative European Sky Shield (ESSI), un bouclier antiaérien européen reposant largement sur des systèmes américains (Patriot) et israélo-américains (Arrow³), tandis que la France prône le développement de solutions européennes.

- Chemins de croix -

Une énième illustration des divergences en la matière. Car si Paris et Berlin sont sur la même ligne dans leur soutien militaire à l'Ukraine et sur la nécessité d'un réarmement européen, les dissensions stratégiques, technologiques ou industrielles font prendre à chaque nouveau projet un air de chemin de croix.

Ainsi le projet de char du futur MGCS est-il présenté par certains comme fragilisé depuis l'arrivée de l'allemand Rheinmetall et des désaccords sur la conception du véhicule.

Quant au Scaf, qui devait remplacer à l'horizon 2040 les avions de combat Rafale et Eurofighter grâce à un ensemble connecté comprenant un avion de nouvelle génération, des drones et un système de combat numérique, Berlin insiste pour la poursuite de « composantes essentielles » du programme abandonné.

Selon une source gouvernementale allemande, il s'agirait notamment du « système de systèmes », c'est-à-dire de la complexe interconnexion des avions et des drones.

MM. Merz et Macron vont aussi faire le point sur les enjeux de compétitivité européenne et les difficiles négociations autour du prochain budget de l'UE.

Emmanuel Macron a souligné jeudi la volonté partagée de « protéger » non seulement l'industrie européenne, mais aussi de tout faire pour « la projeter dans le XXI^e siècle ».

Pour ne pas être pris de vitesse sur l'intelligence artificielle, Berlin et Paris veulent aussi donner à l'Europe une chance de concurrencer les Etats-Unis et la Chine, via la mise en commun des capacités de calcul et la création d'une structure européenne pour recruter les meilleurs chercheurs.



vl-pyv/kas/cpy